SMLG·SMAL
Secretariat of the Table of Provincial and Territorial Ministers Responsible for Local Government.
Secrétariat de la Table des ministres provinciaux et territoriaux responsables des administrations locales.

RECHERC

Budget fédéral 2026
Faits marquants

6 novembre 2026

MUNISCOPE

Sommaire

Résumé du budget 2026 3
Référence 6
Réactions 7
Gouvernements provinciaux et territoriaux 7
Associations municipales 9
Municipalités 10
Organisations 12
Médias 16

Résumé du budget 2026

Le 5 novembre 2026, le ministre des Finances François-Philippe Champagne a présenté le budget 2026 du gouvernement du Canada intitulé *Maîtres chez nous*. Selon le budget, le déficit fédéral est projeté à 62,3 milliards de dollars en 2026-27, 62,5 milliards en 2027-28, et en baisse au cours des trois années suivantes. Selon le Rapport sur la politique monétaire de juillet 2026 de la Banque du Canada, la croissance du produit intérieur brut (PIB) pour 2026 est projetée comme inférieure de 0,5 point de pourcentage à ce qui était estimé dans le rapport d'avril, en raison d'un début d'année plus faible que prévu. Si l'on prend en compte tous les paliers de gouvernement, la dette nette canadienne représente 9,3 % du PIB. La croissance devrait se renforcer au cours de 2027 à mesure que les exportations se redressent et que les investissements des entreprises augmentent. Le budget prévoit un total de dépenses de 151,5 milliards de dollars sur cinq ans ainsi que de nouveaux revenus et économies de 158,3 milliards de dollars.

Logement :
Mettre fin à l'itinérance — 11,2 milliards

Le budget de 2026 met le Canada sur la voie de mettre fin à l'itinérance au cours de la prochaine décennie grâce à des mesures visant à offrir de l'aide, du logement et de la santé aux Canadiens sans-abri. Le gouvernement fédéral travaillera avec les provinces, les municipalités et la philanthropie pour offrir l'aide dont les gens ont besoin alors qu'ils passent de l'itinérance à un foyer permanent.

Le budget 2026 prévoit de fournir 11,2 milliards de dollars sur quatre ans, à partir de 2027-28, et 17,8 milliards de dollars pour les années à venir.

- Le budget 2026 prévoit de fournir 1,8 milliard de dollars sur quatre ans, à partir de 2027-28, et 3,2 milliards de dollars dans les années à venir pour établir un nouveau Fonds intégré de soutien, réalisé par Maisons Canada. Le Fonds soutiendrait des projets qui réunissent le logement avec la santé, la santé mentale, les dépendances et les soutiens sociaux. Le Fonds aiderait également à développer de nouveaux logements transitoires et de soutien, à adapter les bâtiments existants et à mobiliser des capitaux publics, privés et philanthropiques derrière un modèle intégré de logement et de soins.
- Le budget 2026 propose également d'allouer 3,6 milliards de dollars supplémentaires sur quatre ans, à partir de 2027-28, et 6,4 milliards de dollars dans les années à venir, par l'entremise de Maisons Canada pour construire de nouveaux logements de soutien et de transition à travers le Canada. Le financement fédéral soutiendra les coûts d'investissement, tandis que les partenaires provinciaux et territoriaux devront financer les opérations continues et les services d'ensemble, comme l'emploi, la formation, le revenu et le soutien à la santé. Cette approche aiderait à s'assurer que les nouveaux logements sont accompagnés des soins et soutiens dont les gens ont besoin pour rester logés.
- 2,1 milliards de dollars sur trois ans, à partir de 2028-29, et 4,4 milliards de dollars dans les années à venir à Logement, Infrastructures et Communautés Canada pour renouveler l'initiative Vers un chez-soi et le Programme d'itinérance des anciens combattants pour dix années supplémentaires. Ce financement permettra de maintenir les services communautaires de prévention et d'itinérance, incluant un soutien dédié aux vétérans en situation d'itinérance. Pour maximiser les résultats, Vers un chez-soi exigera des rapports rigoureux, incluant des données en temps réel, comme condition pour assurer la poursuite du

financement. Plus de détails sur l'initiative améliorée seront publiés au début de la nouvelle année.

Le gouvernement travaillera avec les provinces et territoires sur d'autres éléments de leurs accords bilatéraux, en vue de la mise à jour économique du printemps 2027. Ce travail alignera ces accords avec l'objectif de mettre le Canada sur la voie de mettre fin à l'itinérance dans 10 ans, de protéger le parc immobilier hors marché existant, de prendre en compte le rôle élargi de Maisons Canada et de clarifier les responsabilités pour offrir des logements abordables et des soutiens ciblés à l'abordabilité. À mesure que nous augmentons les investissements en capital, les provinces et territoires devront renforcer le financement des opérations, des soins de santé et des soutiens globaux, et démontrer des progrès par rapport aux résultats partagés (p. 198-199).

- 1 milliard de dollars en capital pour construire un nouveau Centre de santé mentale et de dépendance. Jusqu'à 800 millions de dollars en capital seront alloués pour construire 2 000 nouvelles unités de logement temporaire et permanent avec soutien dans la ville de Winnipeg (p. 200).

<u>Maisons Canada</u>

Le budget 2026 triplera la construction de logements non commerciaux au Canada au cours de la prochaine décennie. Le budget 2026 propose de fournir près de 45 milliards de dollars comme prochaine étape d'une stratégie de logement qui agit à travers le continuum du logement, ancrée par trois piliers :

- Mettre le Canada sur la voie de mettre fin à l'itinérance dans les 10 ans.
- Expansion de la construction de logements abordables et hors-marché.
- Construire un marché immobilier qui fonctionne pour tous

Cette stratégie repose sur un partenariat renouvelé. Le gouvernement fédéral mettra sur la table le capital, les terres, le financement et la capacité de développement grâce à Construisez des logements Canada, tandis que les provinces et territoires devront soutenir les services et les opérations, collaborer avec les municipalités pour éliminer les obstacles au logement (p. 53).

Le budget 2026 prévoit de fournir 1,5 milliard de dollars sur quatre ans, à partir de 2027-28, et 387,4 millions de dollars dans les années à venir pour préparer les terres fédérales au logement en finançant l'eau, les eaux usées, les routes et d'autres infrastructures facilitantes. Cet investissement aidera à transformer les propriétés fédérales sous-utilisées en communautés complètes et à réduire le coût de la livraison de logements abordables (p. 202).

Le budget 2026 prévoit 100 millions de dollars sur trois ans, à partir de 2027-28, dans le cadre d'un partenariat avec la Fédération des municipalités canadiennes pour soutenir l'obtention de permis électronique municipal et l'adoption de l'intelligence artificielle, permettant des processus d'examen et d'approbation plus efficaces et performants, afin de construire des logements plus rapidement (p. 203).

Le budget 2026 propose également 300 millions de dollars sur trois ans, à partir de 2028-29, et 200 millions de dollars pour les années à venir, à Innovation, Sciences et Développement économique Canada pour le Fonds de réponse stratégique afin de renforcer et d'accroître la capacité industrielle afin d'accélérer l'adoption de méthodes modernes de construction et d'aider à réduire les coûts de construction (p. 203).

Le budget 2026 propose de nouveaux investissements ciblés pour améliorer l'efficacité du secteur de la construction résidentielle, accélérer la construction et augmenter l'offre de logements, incluant : 67,7 millions de dollars sur quatre ans, à partir de 2027-28, et 101,2 millions de dollars dans les années à venir pour moderniser les données sur le logement et établir des normes communes pour les méthodes modernes de construction. Le Conseil national de recherches du Canada fournira également des mises à jour plus rapides des codes modèles nationaux afin de soutenir l'adoption plus rapide de méthodes de construction innovantes (p. 203).

Suppression de la TPS pour les premiers acheteurs

Les acheteurs d'une première maison économisent jusqu'à 50 000 $ grâce à la suppression ou à la réduction de la taxe sur les biens et services (TPS) sur les maisons neuves (p. 202).

Infrastructures :

- À partir de 2026-2027, le budget engage 3 milliards de dollars annuellement par l'entremise du Fonds de construction des communautés solides pour accélérer la construction d'hôpitaux, de centres de loisirs, d'établissements d'enseignement postsecondaire, de ponts, d'eau et de systèmes de transport en commun à travers 28 projets de construction nationale à travers le pays (p. 205-206).
- 1,5 milliard de dollars sur neuf ans par l'entremise du Fonds pour bâtir des collectivités fortes pour soutenir la construction, l'expansion, la rénovation et la réhabilitation d'installations récréatives communautaires et de patinoires à travers le Canada. Cela inclut 750 millions de dollars pour les patinoires et 750 millions $ en financement supplémentaire pour d'autres installations récréatives communautaires. Ces investissements aideront à prolonger la durée de vie des installations vieillissantes et à assurer que les communautés disposent d'endroits modernes et accueillants (p. 227).
- Climat : 50 milliards de dollars pour un réseau électrique propre et abordable, un million de pompes à chaleur pour aider les Canadiens à réduire leurs factures d'énergie, plus que doubler les bornes de recharge publiques pour VE, et 400 millions de dollars pour soutenir les entreprises industrielles et manufacturières afin de réduire drastiquement leurs coûts énergétiques et accroître leur compétitivité (p. 7).
- Le remboursement national de la pompe à chaleur, annoncé le 8 octobre, aidera jusqu'à 820 000 ménages à installer une thermopompe. Cet investissement de 2 milliards de dollars permettra aux familles canadiennes d'économiser plus d'un milliard de dollars chaque année sur leurs factures d'énergie et de réduire les émissions canadiennes de plus de 25 mégatonnes, une fois pleinement mis en œuvre, accompagnée de mesures supplémentaires qui soutiendront la modernisation énergétique dans 280 000 autres immeubles locatifs et résidentiels à logements multiples.

Logement et infrastructures des Premières Nations : 32 milliards de dollars sur 10 ans

- La Loi sur l'eau propre des Premières Nations a été annoncée en juin 2026, investissant 4,6 milliards de dollars sur cinq ans, à partir de 2026-27, pour améliorer les infrastructures d'eau et d'eaux usées dans les communautés des Premières Nations (p. 237).
- Pour améliorer l'infrastructure des Premières Nations en réserve, le Budget 2026 annonce l'intention du gouvernement de lancer un programme d'infrastructure sur réserve des Premières Nations et propose de soutenir ce nouveau programme avec 18,5 milliards de

dollars sur 10 ans, à partir de 2027-28. Ce financement soutiendra la construction et l'entretien d'un large éventail d'actifs, allant des routes et ponts aux écoles et établissements de santé, tout en prolongeant les investissements dans les infrastructures d'eau et d'eaux usées pour six ans, au-delà du financement annoncé en juin 2026 (p. 239).

- Le Budget 2026 prévoit de fournir 226,7 millions de dollars sur 10 ans, à partir de 2027-28, à l'Atlantic First Nations Water Authority. Ce financement soutiendrait les efforts pour maintenir les services d'eau et d'eaux usées dans 13 communautés des Premières Nations du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse, et lui permettrait de planifier d'importants projets d'investissement qui élargiraient les services (p. 239).
- Le Budget 2026 propose de fournir 11 milliards de dollars sur 10 ans, à partir de 2027-28. Ce financement aidera les communautés à gérer et préserver 119 000 logements existants grâce à un entretien et des réparations réguliers, à construire plus de 6 900 nouveaux logements et à rénover plus de 10 900 logements existants au cours de la prochaine décennie (p. 239).
- Pour accélérer la construction de logements, le Budget 2026 prévoit également de fournir 1,7 milliard de dollars supplémentaires sur cinq ans, à partir de 2027-28, pour les logements dans les communautés des Premières Nations sur les réserves (p. 239).
- En 2026-27, 865,6 millions de dollars seront alloués au Programme d'aide à la gestion des urgences afin de répondre aux urgences sur les réserves, en plus de 446,2 millions de dollars supplémentaires pour soutenir la réponse et la récupération futures après les urgences.
- 7,8 millions de dollars en financement continu pour soutenir les Premières Nations en matière de protection contre les feux de forêt là où les frontières des communautés des Premières Nations sont adjacentes aux terres sauvages.
- 7 millions de dollars en financement continu pour la Stratégie de protection contre les incendies des Premières Nations, qui appuie les priorités de sécurité incendie identifiées par les communautés des Premières Nations (p. 281).

Référence

Gouvernement du Canada. *Maîtres de notre destin. 2026*. https://budget.canada.ca/2026/report-rapport/toc-tdm-en.html

Gouvernement du Canada. *Budget en résumé*. 2026. https://budget.canada.ca/2026/report-rapport/pdf/budget-2026-in-brief.pdf

Réactions

Gouvernements provinciaux et territoriaux

Gouvernements PT	Réactions
Colombie-Britannique	• Lorne Doerkson, le nouveau premier ministre conservateur de la Colombie-Britannique, soutient pleinement le budget déposé par le gouvernement libéral du premier ministre Mark Carney. • Selon M. Doerkson, ce document constitue une « déclaration encourageante et ambitieuse » quant à l'avenir économique du Canada et reconnaît les « possibilités considérables » qui s'offrent à la Colombie-Britannique dans les secteurs du transport et des ressources. • M. Doerkson espère qu'une majeure partie du financement sera allouée à sa province, où l'industrie forestière constitue un « moteur essentiel » de l'économie provinciale.
Alberta	• Jason Nixon, président du Conseil du Trésor et ministre des Finances : « Selon notre première évaluation, après une décennie de gouvernance néfaste à Ottawa, les efforts que nous avons déployés au cours de l'année écoulée pour rétablir les relations entre l'Alberta et le gouvernement fédéral portent leurs fruits. Le gouvernement fédéral se rapproche enfin de ce que l'Alberta a inlassablement préconisé : une économie plus robuste et un secteur énergétique compétitif, qui constituent le fondement de la prospérité de tous les Canadiens. » • « Nous nous réjouissons de voir trois projets albertains reconnus comme des projets majeurs, notamment le pipeline Pacific Link. » • « L'Alberta est le moteur économique du pays; une Alberta forte, c'est un Canada plus fort. Nous sommes prêts à poursuivre notre collaboration avec Ottawa afin d'assurer une vigueur économique durable pour tous les Canadiens. »
Manitoba	•
Ontario	• Le ministre des Finances de l'Ontario, Peter Bethlenfalvy, qui a formulé essentiellement des éloges à l'égard du budget, a exprimé des préoccupations concernant le financement de la santé.
Québec	• Le ministre des Finances et ministre responsable des Infrastructures, Nicolas Marceau, déplore le manque de mesures pour appuyer les priorités du Québec et l'absence d'un plan pour revenir à un budget équilibré dans le budget fédéral présenté aujourd'hui. • La confirmation de l'entrée en vigueur de la mégadéduction, annoncée unilatéralement par Ottawa, complique le retour à un budget équilibré dans un contexte où le gouvernement actuel met

	en ordre les finances publiques. Si le gouvernement québécois s'harmonisait avec cette mesure fédérale, cela entraînerait un déficit important pour les finances publiques du Québec.
Nouveau-Brunswick	•
Nouvelle-Écosse	• Nous tenons à féliciter le premier ministre Carney pour la présentation de son premier budget. La Nouvelle-Écosse perçoit ce budget comme une initiative visant à améliorer la productivité et à rendre notre économie plus innovante. • La province se réjouit de la mention du projet « Wind West » et des retombées potentielles qu'il pourrait générer; nous espérons qu'il sera retenu dans la prochaine série de grands projets approuvés. • Le gouvernement du Canada a promis des fonds supplémentaires pour les infrastructures de santé, le logement et le développement, tout en prolongeant certains crédits d'impôt à l'investissement. Le budget prévoit également un soutien au commerce ainsi qu'à des secteurs clés pour la Nouvelle-Écosse : la défense, les minéraux critiques, l'énergie et la pêche.
Terre-Neuve-et-Labrador	•
Territoires du Nord-Ouest	Premier ministre Simpson • « C'est un jour historique pour les Territoires du Nord-Ouest. Je tiens à remercier le premier ministre Carney, le ministre des Finances Champagne et le gouvernement fédéral d'avoir reconnu l'importance d'investir dans le Nord. • • Les habitants du Nord réclament la route de la vallée du Mackenzie depuis des décennies. Cet engagement pourrait permettre de relier les collectivités, de rendre l'approvisionnement plus fiable, d'améliorer l'accès aux services et aux interventions d'urgence, et de créer des débouchés pour les entreprises et les travailleurs du Nord. Il pourrait également renforcer la présence du Canada dans l'Arctique et faciliter l'accès au potentiel minéral du Nord. • « Je salue également le renouvellement proposé du financement lié au principe de Jordan. Toutefois, le budget ne prévoit pas les changements nécessaires pour lever les obstacles auxquels se heurtent les écoles et les organismes d'éducation des Territoires du Nord-Ouest. Nous continuerons de travailler avec le Canada afin de trouver une solution permettant aux enfants des Premières Nations d'accéder au soutien dont ils ont besoin, quel que soit leur lieu de résidence. »

Associations municipales

Associations municipales	Réactions
FCM	• « Ce budget permet le type d'action décisive contre l'itinérance que les municipalités réclament depuis longtemps, et le gouvernement fédéral mérite du crédit pour ce leadership », a déclaré le président de la FCM, Tim Tierney. « Le test maintenant sera de transformer cet engagement en foyers sécuritaires et en soutien durable pour les gens. Les municipalités sont prêtes à faire leur part. Les provinces et territoires doivent renforcer le financement opérationnel ainsi que les soutiens en santé et sociaux essentiels à la réussite. » • FCM salue également l'ambition du gouvernement fédéral de tripler le rythme des mises en valeur de logements non commerciaux au Canada au cours de la prochaine décennie, notamment par un nouvel investissement de 13 milliards de dollars dans Maisons Canada. • « Nous avons vu des progrès où le financement des infrastructures atteint directement les communautés », a ajouté Tierney. « Maintenant, nous devons bâtir sur ce qui fonctionne pour obtenir plus rapidement des fonds engagés dans les projets locaux. Cela signifie étendre les investissements directement dans les communautés prêtes à livrer et trouver un moyen de lancer les projets dans les autres volets du Fonds pour bâtir des collectivités fortes où le financement ne sort pas ».

Union des municipalités du Québec (UMQ)	• L'UMQ salue particulièrement les investissements de plus de 11 milliards de dollars visant à répondre à la crise de l'itinérance.
	• L'UMQ souligne également les mesures suivantes :
	  ○ 1,5 milliard de dollars sur neuf ans pour les patinoires et les installations de loisirs ;
	  ○ 500 millions de dollars sur six ans pour le secteur forestier ;
	• 134 millions de dollars sur quatre ans pour les médias locaux.

Fédération québécoise des municipalités (FQM)	• La FQM souligne l'absence de nouveaux investissements pour soutenir les infrastructures municipales essentielles. Alors que le déficit de maintien d'actif représente un défi majeur pour les collectivités, les municipalités ne peuvent assumer seules les coûts considérables liés à l'entretien et à la mise à niveau de leurs infrastructures.
Saskatchewan Urban Municipalities Association (SUMA)	• SUMA est globalement satisfaite du budget 2026-2027 du gouvernement du Canada. Les priorités du gouvernement fédéral pour le prochain exercice financier rejoignent bon nombre de nos revendications, ce qui est de bon augure pour la poursuite de la croissance et des investissements dans les municipalités urbaines de la Saskatchewan. • SUMA se réjouit de l'allocation de 1,5 milliard de dollars sur neuf ans, par l'entremise du Fonds pour des collectivités fortes, destinée à l'agrandissement, à la modernisation et à la réhabilitation d'installations récréatives et de patinoires partout au Canada. Nous sommes encouragés par le fait que le gouvernement fédéral

	reconnaisse la valeur des infrastructures récréatives pour les collectivités locales. Les municipalités urbaines de la Saskatchewan — villes, villages, villages de villégiature, cités et municipalités du Nord — sont responsables de la construction et de l'exploitation de ces installations, qui améliorent la qualité de vie des résidents et des habitants des environs.

Municipalités

Municipalités	Réactions
Caucus des maires des grandes villes Facebook	• Le maire Josh Morgan, président du Caucus des maires des grandes villes — Le Caucus des maires des grandes villes salue le leadership fédéral solide dans la lutte contre l'itinérance dans le cadre du budget 2026. • Des villes à travers le pays font toutes face à une forte augmentation de l'itinérance et mettent en œuvre des solutions prêtes à être grandes. Un investissement important dans le logement de soutien et de transition dans le budget 2026 fera une réelle différence dans nos villes. • Les maires sont prêts à faire leur part, et les gouvernements provinciaux doivent maintenant mobiliser le financement des soutiens en santé et sociaux essentiels pour aider les gens à atteindre la stabilité du logement à long terme.
Calgary CBC	• Le maire Jeromy Farkas « Voir que la seule mention de la Ville de Calgary, quoi qu'elle soit, soit peut-être un projet d'un million ou deux millions de dollars, une expansion d'une installation déjà existante de l'association communautaire [est] assez décevant, surtout quand on considère que nous faisons face à un déficit d'infrastructure de près de 50 milliards de dollars au cours des 10 prochaines années. »
Banff Rocky Mountain Outlook	• « En ce moment, le ton dans la ville de Banff est celui de l'inquiétude et de la préoccupation pour nos amis, nos voisins et nos collègues qui travaillent pour Parcs Canada, qui sont stressés parce qu'ils auraient pu être informés que leur emploi pourrait changer ou qu'ils pourraient le perdre en général », a-t-elle dit. • « Puis apprendre que le laissez-passer Un Canada fortrevient, qui permet un accès libre au monde, est vraiment frustrant. Ça semble vraiment insensible à ce qui se passe ici. Il y a des familles qui s'inquiètent de savoir comment elles vont encore s'en sortir dans cette ville si quelqu'un perd son emploi », a-t-elle ajouté. • « Alors permettre un accès gratuit quand on pense à la façon dont les revenus des frais d'entrée pourraient être utilisés pour aider à garder les emplois des gens, c'est extrêmement frustrant. »
Kitchener ON	• Maire Berry Vrbanovic — Le logement est au cœur d'un avenir plus abordable. Le budget d'aujourd'hui reflète un engagement commun

	à accélérer la construction de logements et à réduire les coûts, afin de rendre le logement plus accessible à tous dans notre communauté. • Le nouveau soutien fédéral aux permis municipaux électroniques et aux approbations habilitées par la technologie est également encourageant. L'expérience de Kitchener démontre que les processus modernes et la gestion responsable peuvent produire des résultats significatifs et nous sommes prêts à partager ce que nous avons appris. • Nous saluons également l'engagement de 29 milliards de dollars sur 10 ans du gouvernement fédéral envers le logement assisté et les services pour les personnes et les communautés, qui a également été annoncé dans le budget d'aujourd'hui. Nous reconnaissons la différence qu'un investissement de cette ampleur peut faire et nécessitera des ordres des gouvernements et des communautés pour travailler ensemble afin de bien le faire. • Nous sommes heureux de voir de nouveaux investissements grâce au Fonds pour bâtir des collectivités fortes. Ici, à Kitchener, ce partenariat nous aide à grandir avec un but et à créer des lieux accueillants où les résidents peuvent se connecter, rester actifs et participer à la vie communautaire.
Ottawa CBC News	• Le maire Mark Sutcliffe — est enthousiaste à l'idée de voir du financement pour mettre fin à l'itinérance, et a hâte de collaborer avec le gouvernement fédéral pour mettre fin à l'itinérance. • En ce qui concerne le transport en commun, la ville continuera de travailler avec d'autres niveaux de gouvernement pour faire avancer ces priorités • Soutient le financement des musées, car ce sont d'énormes attractions touristiques, ce qui est excellent pour l'économie d'Ottawa et l'industrie de la défense, dont Ottawa est bien positionnée pour capitaliser.
Montréal Montreal Gazette	• La mairesse de Montréal, Soraya Martinez Ferrada, a également salué l'argent fédéral pour lutter contre l'itinérance, affirmant qu'il représente « l'espoir » pour résoudre le problème.
Ville de Québec	• « Je suis ravi de l'engagement de Mark Carney à mettre fin à l'itinérance dans les dix prochaines années. L'ambition et les investissements annoncés dans le budget fédéral d'aujourd'hui sont historiques. »
Winnipeg City News	• Le maire Scott Gillingham a salué l'annonce de financement pour la ville, où environ 2 000 personnes vivraient dans la rue. • « C'est un investissement unique en une génération à Winnipeg et un énorme pas en avant pour relever certains des plus grands défis auxquels notre ville fait face », a-t-il déclaré. • « Nous avons une occasion formidable de faire des progrès durables sur l'itinérance, la santé mentale et les dépendances à Winnipeg. »

Municipalité régionale d'Halifax	• Mairesse Fillmore — « J'accueille favorablement les 13 milliards de dollars supplémentaires pour Maisons Canada et les nouveaux fonds pour préparer les terres fédérales au logement. Le réaménagement prévu du parc Shannon à Dartmouth est une occasion importante de transformer des terrains sous-utilisés en logements indispensables. » • Les investissements dans le logement et les infrastructures municipales ne sont pas distincts des ambitions de défense du Canada — ils sont essentiels pour réaliser ces ambitions. C'est pourquoi je suis aussi encouragé par les plans du budget visant à rendre la construction de logements et les approbations municipales plus efficaces grâce à l'intelligence artificielle. Les mesures pratiques incluent le soutien aux méthodes de construction modernes et l'aide aux municipalités pour moderniser les permis afin de réduire les coûts, de réduire les retards et de construire plus rapidement de logements.

Organisations

Organisations	Réactions
Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM)	• Le Conseil du commerce de la région métropolitaine de Montréal salue les nouvelles mesures économiques annoncées dans le budget présenté aujourd'hui par le ministre des Finances et du Revenu national, François-Philippe Champagne. Il salue l'approche du gouvernement, qui vise de nouveaux leviers pour stimuler l'économie par l'investissement privé, ainsi que les engagements visant à réduire et simplifier le cadre fiscal pour les entreprises.
Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)	• « Comment pouvons-nous sérieusement parler d'être maîtres de notre propre maison, comme le fait le gouvernement Carney, alors qu'il présente un budget qui ne s'attaque pas vraiment à la crise coûteuse du logement qui prive des centaines de milliers d'individus et de familles d'un endroit adéquat à appeler chez eux qu'ils peuvent se permettre ? »
Canadian Housing and Renewal Association	• « Le réinvestissement d'aujourd'hui est un signal bienvenu que le gouvernement comprend que le logement non commercial fait partie de la construction d'une économie plus forte », a déclaré Ray Sullivan, directeur exécutif de la CHRA. « Nos membres ont l'expertise et les projets prêts à être lancés. Nous n'allons pas résoudre ce défi une maison à la fois — nous devons investir dans un système qui crée des logements non commerciaux abordables, y compris un plan dirigé par les Autochtones pour le logement autochtone. » • L'Association canadienne du logement et du renouvellement (ACRH) salue l'engagement à long terme du Budget 2026 envers le logement non marchand. Le budget 2026 comprend 32 milliards de dollars en nouveaux investissements par le biais de Maisons Canada

	au cours de la prochaine décennie, portant le total des investissements dans la nouvelle société d'État à 45 milliards de dollars. 11 milliards de ces fonds seront consacrés spécifiquement à la construction de nouveaux logements de soutien et de transition. Cependant, l'ACCH s'inquiète que le Budget 2026 ne mentionne pas spécifiquement les logements urbains, ruraux et autochtones du Nord.
Institut climatique canadien	• Dale Beugin, vice-président exécutif — « Le budget réitère l'engagement du gouvernement envers la neutralité carbone et définit un nouveau cadre pour atteindre cet objectif ; suivre les progrès sera crucial. » • « Le budget est à juste titre centré sur l'électricité propre et l'électrification comme facilitateurs de la croissance économique, de l'accessibilité et de la neutralité carbone. » • « Le budget 2026 reconnaît également que l'électrification et l'efficacité énergétique sont des compléments essentiels à l'expansion de l'électricité propre. » • « Le budget fait aussi des avancées importantes en matière de finance durable pour catalyser l'investissement privé. » • « Le budget 2026 manque une occasion de faire progresser globalement la préparation climatique. »
Chambre de commerce du Canada	• « Nous accueillons favorablement la mégadéduction de la productivité, l'élargissement du soutien à la RS&DE, l'incitation à la croissance du Canada et les engagements à simplifier le système fiscal pour les particuliers et les propriétaires d'entreprises. Dans le budget, le gouvernement reconnaît que le système fiscal ne fonctionne pas pour les entreprises. Au nom de nos membres, en particulier des PME qui sont submergées par la complexité quotidienne du système fiscal canadien, la Chambre de commerce canadienne travaillera sans relâche pour améliorer le système. Cela ne peut pas se limiter à une réforme de l'expérience utilisateur. • L'autre moitié de l'équation, c'est la discipline budgétaire. Nous craignons que les charges sur la dette publique soient la composante à la croissance la plus rapide des dépenses fédérales, et qu'avec le temps, cela limitera sérieusement la capacité du gouvernement pour les services et les nouvelles initiatives. Avec un déficit projeté de 62,3 milliards de dollars et des coûts d'emprunt en hausse, Ottawa doit rester engagé envers sa stratégie de croissance économique pour atténuer ce risque. Si nous n'y parvenons pas, cela deviendra une contrainte budgétaire. »
Alliance de la fonction publique du Canada	• Le budget 2026 promet beaucoup pour les gens au Canada, mais le gouvernement continue de couper les travailleurs de la fonction publique qui les tiendraient. • Ce budget pousse davantage à la privatisation et à l'introduction massive de l'intelligence artificielle dans les départements gouvernementaux. Cela détourne les ressources et les personnes dévouées des services publics pour mettre de l'argent dans les poches des entreprises axées sur le profit.

Fédération canadienne des contribuables	• La Fédération canadienne des contribuables critique le premier ministre Mark Carney pour avoir augmenté les dépenses de 14 milliards de dollars de dépassement budgétaire et pour ne fournir aucun plan pour arrêter d'emprunter de l'argent dans le budget 2026. • « Le budget 2026 montre que la dette gouvernementale continue de déraper parce que les dépenses publiques continuent de s'échapper », a déclaré Franco Terrazzano, directeur fédéral du CTF. « Carney dépense 14 milliards de dollars de plus qu'il ne l'avait dit et les contribuables perdent plus d'un milliard chaque semaine en payant des intérêts sur la dette. » • Le gouvernement emprunte plus de 60 milliards de dollars cette année, selon le budget 2026. La dette atteindra 1 266,5 milliards de dollars d'ici la fin de l'année. Le budget n'a aucun plan pour arrêter d'emprunter de l'argent.
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	• « Bien qu'il y ait une Méga Déduction renouvelée et un accent mis sur les mégaprojets, les propriétaires de petites entreprises trouveront le budget 2026 extrêmement décevant », a déclaré Dan Kelly, président du CFIB. « Si vous êtes un propriétaire de petite entreprise qui lutte pour maintenir son entreprise en pleine hausse face à la hausse rapide des coûts et à une guerre commerciale, le budget ne vous apportera aucune aide. » • « Les propriétaires de petites entreprises cherchent des réductions d'impôts et des allègements tarifaires, et le budget n'offre ni l'un ni l'autre. Je trouve révoltant que, un an et demi après le début de la guerre commerciale, le gouvernement n'ait même pas pris la peine de corriger les mesures d'allègement des tarifs en échec. Le discours budgétaire dit que le gouvernement sera du côté des entreprises canadiennes aussi longtemps qu'il le faudra. Malheureusement, cela demeure faux, car les petites entreprises avec moins d'un million de dollars de ventes ne sont pas admissibles à aucun des programmes de soutien tarifaire existants, malgré le fait que le Canada ait collecté plus de 14 milliards de dollars en revenus de contre-tarif », a ajouté Kelly. • • Du côté positif, le budget met l'accent sur l'élargissement de la mégadéduction et améliore les renouvellements des petites entreprises, deux bonnes mesures pour aider les investissements des petites entreprises. Il existe aussi plusieurs mesures de simplification fiscale qui s'appuient sur des annonces antérieures pour réduire le fardeau bureaucratique de 2 $ pour chaque 1 $ de nouveaux coûts réglementaires. • Le nouvel Incitatif canadien à la croissance (ICC) contient une exonération prometteuse de 15 millions de dollars pour les gains en capital, qui, si elle est bien conçue, pourrait constituer un catalyseur important pour les investissements dans les petites entreprises. • « Le CGI a beaucoup de potentiel pour aider à contrer la baisse des mises en marche d'affaires que le Canada connaît ces dernières

	années », a déclaré Kelly. « Mais, comme d'habitude, Ottawa a décidé de limiter l'initiative en ajoutant une série de règles complexes qui excluent environ la moitié des entreprises qui pourraient autrement l'utiliser. Il n'a absolument aucun sens qu'une ferme familiale, un hôtel, un restaurant, une entreprise forestière ou de pêche, une firme d'ingénierie ou une entreprise d'arts et de divertissement soient exclus. Le CFI soutient fermement l'esprit de cette proposition, mais fera immédiatement pression pour la simplifier en incluant tous les secteurs couverts par l'exemption pour gains en capital à vie. »
Building Industry and Land Development Association (BILD)	• Le budget fédéral d'automne 2026, Maîtres chez nous, contient plusieurs mesures spécifiques qui viendront à l'abordabilité du logement, notamment le financement pour accélérer les approbations municipales et modifier les règles hypothécaires pour les maisons nouvellement construites. Le budget établit également une feuille de route pour les travaux futurs d'investissement dans les infrastructures municipales et la construction de nouveaux logements. • « La construction résidentielle au Canada a d'énormes impacts multiplicateurs pour l'économie nationale, puisque 100 % de la main-d'œuvre est canadienne grâce à des emplois qualifiés bien rémunérés, et près de 90 % des matières premières proviennent de fabricants et fournisseurs canadiens », a déclaré Dave Wilkes, président et chef de la direction de BILD. « Avec le refroidissement des marchés immobiliers à travers le pays, il est tentant de penser que la crise du logement est derrière nous. Cependant, relever les défis structurels sous-jacents qui existent pour attirer des capitaux à investir dans les infrastructures et le logement est une étape essentielle pour apporter une stabilité à long terme au marché immobilier. Il est temps de travailler sur des solutions collaboratives pour créer les conditions d'une accessibilité et d'une stabilité à long terme sur le marché immobilier canadien. »
Conference Board of Canada	• Le Budget de 2026 renforce la volonté du gouvernement fédéral de délaisser les dépenses de fonctionnement au profit d'une démarche pangouvernementale axée sur la réalisation de projets d'infrastructure. Il en résulte un budget où des recettes supérieures aux prévisions de la Mise à jour économique du printemps (MÉP) s'accompagnent d'une hausse des dépenses. Parallèlement, le gouvernement devance l'échéancier prévu pour la réduction de son déficit de fonctionnement — lequel devrait atteindre l'équilibre en 2026-2027 —, alors même que le déficit lié aux investissements en capital se creuse. Toutefois, cette distinction entre dépenses de fonctionnement et dépenses en capital ne modifie pas le résultat global : le déficit total demeure élevé, s'établissant à 62,3 milliards de dollars en 2026-2027, soit un montant légèrement inférieur aux 65,3 milliards de dollars projetés au printemps. Les déficits prévus sur l'ensemble de l'horizon de planification demeurent, eux aussi,

	pratiquement inchangés, pour s'établir à 52,9 milliards de dollars en 2030-2031.

Médias

Médias	Réactions
La presse	• Plus d'investissements, plus d'entrepreneuriat, plus d'innovation. Allez à l'heure ! Le gouvernement veut jouer un rôle catalyseur pour stimuler l'économie et améliorer le niveau de vie des Canadiens. • Mais pour atteindre leur objectif, les libéraux augmenteront l'emprunt à grande vitesse, un risque dont l'ampleur est difficile à mesurer.
La presse	• Face aux tarifs douaniers de Donald Trump, le gouvernement Carney a choisi dès le départ d'être très interventionniste, pour rendre l'économie canadienne plus productive et moins dépendante de son voisin américain. Au diable les dépenses, tant qu'elles sont structurées pour l'économie. • C'est la bonne approche, même si c'est coûteux.
Le Journal de Québec/Montréal	• Mark Carney transforme le Canada et son économie. Par le passé, j'ai dénoncé des budgets limités à de petites mesures pour plaire à tout le monde, mais qui n'avaient pas de caractère structurant. Ce n'est pas le style de Mark Carney. Il fait des transformations. De l'économie, de l'armée, du développement des ressources. • Sa mégadéduction représente peut-être la décision la plus importante d'Ottawa depuis longtemps. Le Canada risque de s'appauvrir en raison d'un retard chronique de productivité. Une mesure aussi drastique était nécessaire pour pousser nos entreprises à investir dans l'équipement, l'IA et l'innovation en une période de grande incertitude. Stratégique.
Le Toronto Star	• Le gouvernement de Mark Carney s'appuie sur les thèmes de la culture et de l'identité avec le budget 2026, espérant qu'il raconte une histoire de fierté et de patriotisme canadiens à ce moment de l'histoire du pays.
Le Globe and Mail	• Au-delà de la quête d'une croissance économique effrénée, un budget doit demeurer arrimé à des ancres budgétaires solides. Le gouvernement Carney est vivement critiqué pour s'être appuyé sur des ancres fragiles : d'une part, la réduction du ratio déficit/PIB — un objectif peu contraignant — et, d'autre part, l'équilibre du budget « de fonctionnement », qui exclut les dépenses en capital. • • Cette année, le gouvernement a bénéficié d'une petite marge de manœuvre budgétaire, l'économie ayant enregistré de meilleurs résultats que prévu ; il s'est empressé de la dépenser.

	Ces dernières années, la pratique a consisté à promettre une réduction du déficit pour plus tard — mais surtout pas tout de suite. Cette habitude, il ne s'en est toujours pas défait.
Le Globe and Mail	• Adieu donc, budget fédéral. Pilier de l'élaboration des politiques économiques, il a également constitué, pendant des décennies, un élément essentiel de la reddition de comptes démocratique : ce jour, chaque année, où le gouvernement fédéral jouait cartes sur table avec les Canadiens quant aux montants qu'il prévoyait de dépenser, de prélever en impôts et d'emprunter en leur nom. • Certes, les chiffres étaient devenus de plus en plus opaques au fil des ans, à mesure que les ministres des Finances successifs découvraient les joies des « voyages temporels » budgétaires (en déplaçant des dépenses d'une année à l'autre), qu'ils passaient de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice, ou qu'ils incluaient — ou excluaient — le coût des crédits d'impôt dans le calcul des dépenses et des recettes.

MUNISCOPE

4711, rue Yonge, 10e étage, suite 10060
North York, ON M2N 6K8

muniscope.ca